



### Lutter contre la pauvreté Perspectives face à la crise

Revue «Problèmes politiques et sociaux», 957, 2009

Durant l'année 2008 l'actualité économique et sociale internationale s'est centrée sur la crise et ses effets délétères sur l'emploi ; en France il a été beaucoup question du R.S.A et de son expérimentation avant le vote de la loi le 1er /12/2008. Le revenu de solidarité active remplace le R.M.I et l'A.P.I qu'il fusionne mais dont il garde pour l'essentiel les fondements, les logiques, les objectifs.

Le R.S.A va dans la direction d'une réconciliation de la solidarité et du travail.

La solidarité car il s'agit de mettre fin à des distinctions entre des personnes de même niveaux de revenus, le travail car il s'agit aussi de rendre l'emploi plus attractif et qu'il permette enfin d'en vivre.

Ce dispositif fait site notamment aux questions soulevées lors du Grenelle de l'insertion (27/05/2009) qui a remis en évidence le travail comme premier instrument pour faire reculer l'exclusion.

En synthèse le R.S.A est présenté comme procédant d'une nouvelle logique de lutte contre la pauvreté.

Bien des approches existent pour tenter de situer, expliquer, comprendre la pauvreté, mêlant la plupart du temps les dimensions économique, sociale et politique.

Au niveau européen la notion d'inclusion est de plus en plus utilisée à la place de lutte contre l'exclusion sociale. Elle veut affirmer l'ambition des politiques de mieux promouvoir l'ambition d'éviter la pauvreté et l'exclusion et non pas seulement de réparer comme la plupart des dispositifs d'insertion.

Mais le travail est-il encore un outil performant et pertinent pour lutter contre la pauvreté quand on dénombre entre 1.5 et 1.7 millions de travailleurs pauvres en France en 2005 ?

Il est réellement impératif de trouver des réponses collectives à ces questions si l'on choisit de considérer la pauvreté du point de vue des conditions de vie en prenant pour référence les éléments suivants :

- La satisfaction des besoins essentiels,
- La possibilité d'avoir un minimum de loisirs et de vie sociale liés à la notion de vie décente,
- La disposition de biens de consommation,
- Les conditions de logement,
- La perception de sa propre situation en terme de contraintes et de ressources.

Le R.S.A pourra-t-il être l'instrument politique, économique social le plus pertinent pour répondre à ces questions prégnantes ?

Carole Marmet